

Loi du 19 Décembre 1917

**ETABLISSEMENTS DANGEREUX
INSALUBRES OU INCOMMODOES**

N° 3658

2^e classe

VU

La loi du 19 décembre 1917 modifiée par les lois du 20 Avril 1932 - 21 Novembre 1942 et 31 Mars 1955.

Le décret du 17 décembre 1918 sur la réglementation des Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes

Le décret du 24 décembre 1919 modifié par le décret du 20 Mai 1953 portant réglementation publique pour l'application des articles 5 et 7 de la loi du 19 décembre 1917

L'instruction Ministérielle du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes.

L'arrêté préfectoral du 28 janvier 1954 déterminant, en application de l'article 18 de la loi du 19 décembre 1917, les prescriptions générales à imposer aux industries rangées dans la 3ème classe.

La demande formulée par M. SAINTEN Paul, horticulteur demeurant à BRIE-COMTE-ROBERT, route de MELUN à l'effet d'obtenir l'autorisation d'installer un dépôt de gaz combustible liquéfiés à l'adresse ci-dessus.

Les plans fournis à l'appui de cette requête

Le procès-verbal d'enquête de commodo et incommode dressé conformément à la loi du 19 Décembre 1917

Les rapports de MM. l'Inspecteur du Travail et le Directeur Départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre, Inspecteurs des Etablissements Classés en date des 28 Avril et 30 Juin 1959.

L'avis favorable de M. le Maire de BRIE-COMTE-ROBERT en date du 14 Juin 1959.

L'avis favorable émis par le Conseil d'Hygiène dans sa séance du 1^{er} Juillet 1959.

L'avis favorable de la Commission Consultative Départementale des Hydrocarbures du 1^{er} Juillet 1959.

.../...

M. le Directeur S.^{al} du Travail23 JUL 1959
248

ARRETE :

TITRE 1er

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1er. - M. SAINTAIN Paul - Horticulteur, domicilié à BRIE-COMTE-ROBERT, route de MELUN est autorisé à installer un dépôt de gaz liquéfiés (établissement de 2e classe) à l'adresse ci-dessus sous réserve de l'observation des prescriptions suivantes :

Toutes précautions seront prises en vue d'éviter le danger d'incendie.

En premier secours, la protection sera assurée par plusieurs extincteurs à poudre, sur roues de grosse capacité.

Le dépôt sera placé entre deux serres et une rampe d'eau devra être installée.

Les règles d'aménagement intérieur des dépôts d'Hydrocarbures (Instruction du 20 Avril 1948 modifiées le 20 novembre 1958) seront observées.

TITRE II

HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS

ARTICLE 1er. - DISPOSITIONS GENERALES : Le permissionnaire devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son exécution dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 2. - Les conditions ci-dessus devront être réalisées dès la mise en fonctionnement de l'établissement qui ne pourra dépasser le délai de deux ans, à compter de la date du présent arrêté.

La présente autorisation sera périmée si l'établissement n'a pas été ouvert dans le délai fixé ci-dessus ou n'a pas été exploité pendant deux années consécutives, sauf dans le cas de force majeure (art. 16 de la loi du 19 Décembre 1917).

ARTICLE 3. - Faute par le permissionnaire de se conformer aux conditions sus-indiquées ainsi qu'à celles qui pourraient lui être prescrites ultérieurement par des arrêtés complémentaires dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques et de la commodité des voisins, la présente autorisation pourra être suspendue ou retirée sans indemnité (art. 11 de la loi).

ARTICLE 4. - Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement, toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'outillage et du travail, toute extension de l'exploitation entraînant une modification notable des conditions imposées par l'arrêté d'autorisation, nécessitera une demande d'autorisation complémentaire qui doit être faite préalablement aux changements projetés (art. 26 de la loi).

ARTICLE 5. - La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers (art. 12 de la loi).

ARTICLE 6. - Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire par M. le **Maire de BRIE-COMTE-ROBERT**. Un extrait énumérant les conditions imposées et faisant connaître qu'une copie de l'arrêté est déposée aux archives de la Mairie et inséré par les soins du Maire et aux frais de l'industriel dans un journal d'annonces légales du département.

Un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette double formalité sera adressé à la Préfecture dans le moindre délai.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à
M. le **Directeur Départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre;**
Inspecteur des Etablissements Classés chargé de vérifier si les conditions ci-dessus indiquées ont été remplies exactement.

MELUN, le 18 JUL. 1959

Pour ampliation

Pour le Préfet et par délégation :
Le Directeur de l'Hygiène
et des Travaux Publics



Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Secrétaire G.

Signé : G. RIOU